



Lundi 28 septembre 2026

## **Le pouvoir craint notre révolte : donnons-lui raison !**

**Jeudi, à la télé, Macron a annoncé l'envoi de soldats et de matériel militaire en Arabie saoudite, dans le but affiché de sécuriser les terminaux pétroliers menacés par les Houthis qui ont pris le contrôle du détroit de Bab-el-Mandeb. Il se justifie en expliquant qu'il fait tout pour contenir les prix de l'essence qui non seulement empêchent bon nombre d'entre nous de faire le plein, mais pèsent sur les prix alimentaires déjà à la hausse du fait de la canicule de cet été.**

La guerre pour contenir les prix ? Sauf que la première flambée des prix du pétrole a été une conséquence de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la hausse actuelle un produit de la guerre des États-Unis et Israël contre l'Iran. Macron veut sécuriser les intérêts des pétroliers français au Moyen-Orient, notre pouvoir d'achat, il s'en moque !

Il y aurait pourtant des mesures très simples : augmenter les salaires, bloquer les prix. Mais cela voudrait dire toucher aux profits des capitalistes et le rôle de Macron est au contraire de permettre à ces profits de gonfler : la France est désormais sur la deuxième marche du podium des dividendes avec 61 milliards d'euros de dividendes distribués aux actionnaires...

### **Guerre aux plus fragiles**

Macron-Lecornu prétendent économiser 54 milliards sur le prochain budget. Mais pas en puisant sur ces dividendes, ni dans les 211 milliards d'exonérations et subventions au bénéfice des patrons. Ces économies, ils vont les chercher en gelant les pensions des retraités, en gelant une nouvelle fois l'indice des fonctionnaires ainsi que les aides au logement ; en faisant la chasse aux arrêts maladie ; en imposant un délai de carence aux travailleurs étrangers pour l'ouverture de droits. Les hôpitaux sont dans un état lamentable ? Pareil pour les écoles ? Ils devront aussi se serrer la ceinture, comme tous les services publics. Mais pas le ministère des Armées, ni ceux de l'Intérieur ou la Justice qui doivent pouvoir s'en prendre à ces pauvres qui pourraient finir par se révolter.

### **Ne pas nous contenter de crier notre colère, mais préparer une lutte d'ensemble**

C'est bien cette révolte que craint le pouvoir. À la télé, Macron a fini par concéder qu'il pourrait

bien baisser les taxes sur l'essence : le spectre de la révolte des Gilets jaunes lui fait peur, et il a bien raison !

Samedi, plus de 100 000 manifestants ont dénoncé dans tout le pays l'inaction du gouvernement sur le climat après la canicule de cet été. Dimanche, les pompiers se sont rassemblés pour pointer l'indigence des moyens dont ils disposent. Et, ce mardi, les fonctionnaires manifesteront pour les salaires et le pouvoir d'achat, divers appels à les rejoindre ayant été lancés, comme chez les cheminots. Toute la semaine, des lycéens ont bloqué leur lycée pour dénoncer leurs conditions d'étude, refuser la sélection par le fric et ils pourraient bien rejoindre les cortèges de mardi.

Compter sur l'élection présidentielle pour résoudre au moins une partie de nos problèmes serait un mauvais calcul. D'abord, mai, c'est bien loin : dans quel état serait notre budget à nous au rythme actuel ? Ensuite, c'est un bien mauvais message envoyé à tous les candidats qui rêvent de gouverner pour le plus grand profit des patrons : cela laisserait croire que nous sommes prêts à attendre patiemment que le « salut » vienne d'en haut.

Nous devons au contraire manifester notre impatience et notre colère par tous les moyens. La journée de mardi doit être le début de la riposte à la guerre que nous mènent le patronat et le gouvernement à son service. On parle d'une nouvelle mobilisation des Gilets jaunes le 17 octobre : tout ce qui va vers une convergence de toutes les luttes est à prendre.

**Nous devons discuter, sur nos lieux de travail comme dans les rangs des manifestations, des suites de la journée de mardi. Parce qu'il faudra qu'il y ait des suites. Et, si les syndicats se refusent à l'organiser, il nous faudra le faire nous-mêmes.**

### ***C'est notre pause, pas la sienne***

Pour la mono-équipe, une grande partie des salariés s'est exprimée pour le maintien des 2 pauses de 20 minutes. Mais la direction s'entête à vouloir faire 10 et 30 minutes. Nous aussi on peut s'entêter et plus fort qu'elle.

### ***Cherchez l'erreur... et corrigeons-là***

Le prix des carburants devient délirant, l'inflation repart fort... nos salaires vont baisser de 20 € par mois. Il est temps que la colère explose : imposons de vraies augmentations de salaire à nos patrons milliardaires.

### ***PMT = Plan Mortel Technocratique***

Mardi 29 septembre, la direction organise une réunion de propagande PMT (plan moyen terme) sur l'avenir du site. Surtout pour se faire mousser auprès des journalistes. Elle va expliquer qu'on ne fera plus de voitures mais que tout ira bien. Ben voyons : elle prépare la fermeture ! Avec le passage à 1 équipe, elle veut nous voler 20 € par mois, nous imposer des H+, attaquer nos pauses... ça va déjà mal. Stop à la casse sociale !

### ***Plus obnubilé par ses voitures que par notre bus***

Dans 5 semaines on passe à 1 équipe, et pour plusieurs d'entre nous, il y a encore des incertitudes sur la possibilité de prendre un bus.

Si la direction n'y arrive pas, on a qu'à rester en 2x8.

### ***Un petit tour et puis s'en va ?***

La direction a recruté les premières dizaines de salariés qui vont travailler sur la ligne Moteur au B3. Il y a beaucoup de recalés, et ça commencera avec un petit effectif. La direction se gargarise de cette nouvelle activité sur Poissy... qui peut se déménager vers d'autres sites facilement. Combien de trimestres ça va rester ?

### ***Pool-ivalence extrême***

Peinture, la direction parle d'un sureffectif de 20 salariés et veut en faire un « pool » (un pôle). Son but : nettoyer la toiture, faire du 5S dans les vestiaires et restaurant abandonnés, repeindre les rambardes et sols, essuyer les caisses, remplacer les absents... Sur toute l'usine, environ 65 salariés feront partie de ces pools.

Pourtant on a déjà un travail qu'on fait depuis des années ou des décennies : ça nous suffit.

### ***Un oubli très intéressé***

Depuis 2019, le service paie a oublié de payer partiellement ou en totalité l'indemnité transport de 2 700 salariés des sites de Stellantis Valenciennes et Hordain (Sevelnord). Des salariés ont constaté ce vol autour de dizaines d'euros par mois (un salarié a même eu un manque à gagner de 7 000 € en 7 ans).

La direction reconnaît son erreur mais ne veut payer que les 2 dernières années. Voleur jusqu'au bout.

### ***Un ouvrier amputé, la direction responsable***

Emboutissage de Poissy, lundi 21, lors du démantèlement de la ligne 90, un ouvrier sous-traitant s'est fait écraser suite à la chute d'un vérin de 8 tonnes. Il a été amputé d'une jambe.

La direction sait depuis des mois qu'il y a eu plein de problèmes sur ce chantier, notamment la casse en août d'un pont-roulant de 40 tonnes. Quatre entreprises, sous-traitantes les unes des autres, y travaillaient. Soucieuse d'économie, la direction était plus préoccupée de continuer le chantier que des conditions de travail.

On ne peut avoir aucune confiance en elle, en particulier pour notre sécurité.

### ***Un drame qui en rappelle un autre***

À Poissy, en septembre 2011, à la suite d'une chute d'un wagon, un ouvrier PSA est mort. Le tribunal a condamné PSA et la SNCF pour leur responsabilité. Mais il a fallu 6 ans de procédure juridique et la condamnation n'a été que de 50 000 € d'amende chacun (PSA et la SNCF), la famille n'a touché que 75 000 €.

Les patrons comme Stellantis font tout pour ne pas reconnaître leurs fautes. Les tribunaux et la loi leur restent favorables, même en cas de condamnation.

La vie d'un ouvrier ne vaut pas grand-chose dans une société capitaliste... face aux milliards de profits de Stellantis !

### ***Chantage patronal dans toutes les langues***

Le patron de Mercedes a menacé de fermer une usine d'assemblage et une usine de moteurs en Allemagne s'il n'arrive pas à faire baisser ses coûts de production de 10 % d'ici 2027.

Le patron demande aux salariés de faire des efforts : heures supplémentaires non payées fin de la semaine de 35 heures et retour à 40 heures !

Se serrer la ceinture pour aider le patron à faire plus de milliards... pour qu'après il nous vire quand même ? Non merci !

### ***« Ici c'est pas Sauver Willy, c'est sauver William Saurin ! »***

Le 8 septembre, la direction du groupe Cofigeo (Panzani, Zapetti, Garbit...) a annoncé la fermeture de l'usine William Saurin près de Lagny (77). 139 salariés, dont 108 ouvriers qui produisent des conserves, sont menacés, parfois des familles entières.

La direction refuse d'investir 33 millions pour la rénover cette usine laissée à l'abandon : une fermeture programmée. Les ouvriers ont stoppé la production : plus que 2 000 boîtes sortent par jour, contre 180 000 habituellement, zéro la semaine dernière.

Les ouvriers se déplacent à des rassemblements de soignants, veulent prendre contact avec d'autres entreprises menacées et comptent se montrer à toutes les occasions, le 29 septembre à la manif, ou le 17 octobre.